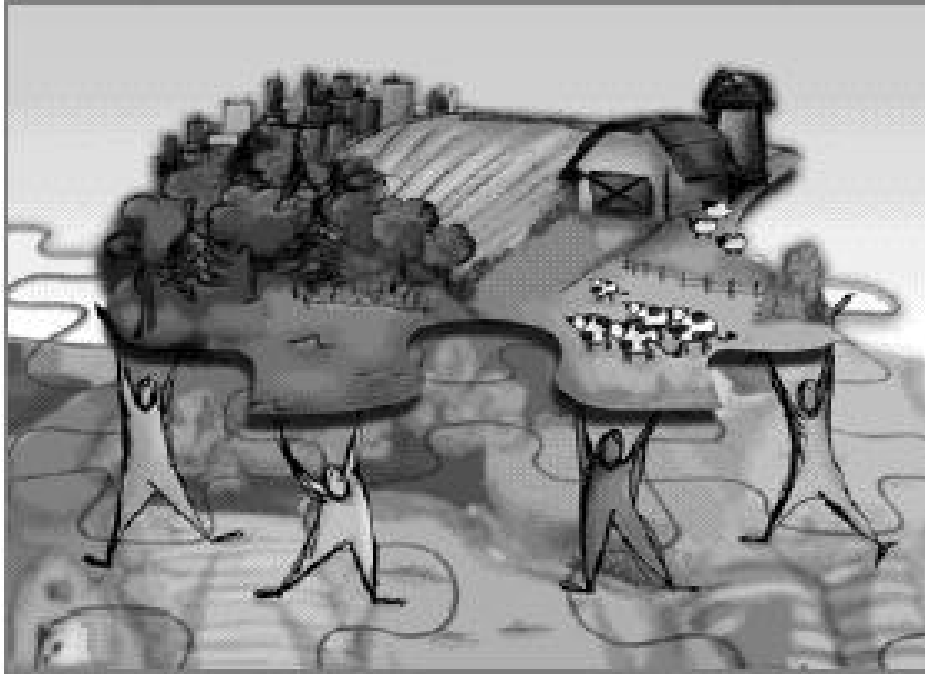


CHANTIER POUR UNE AGRICULTURE RESPECTUEUSE DE L'EAU



RAPPORT SYNTHÈSE Forum itinérant – Pour une contribution citoyenne à une agriculture durable : réflexions et débats

Juillet 2002



Union Québécoise pour la Conservation de la Nature (UQCN)

1085, avenue de Salaberry, bureau 300, Québec (Québec) G1R 2V7

Tél. : 418.648.2104 | Téléc. : 418.648.0991 | Courriel : courrier@uqcn.qc.ca | Site Web : <http://uqcn.qc.ca>

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	I
PRÉAMBULE ET REMERCIEMENTS	II
1. POUR UNE INTRODUCTION	1
2. POUR LE DÉROULEMENT.....	1
3. POUR UNE LECTURE GLOBALE.....	4
4. POUR LES RÉACTIONS AUX PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR L’UQCN.....	9
5. POUR LES PAROLES CITOYENNES	15
5.1. MONTÉRÉGIE	16
5.2. LANAUDIÈRE.....	21
5.3. CHAUDIÈRE-APPALACHES	26
5.4. CENTRE DU QUÉBEC.....	31
5.5. SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN	35
5.6. BAS-SAINT-LAURENT	41
6. POUR UNE CONCLUSION	44
7. LISTE DES ANNEXES	47

PRÉAMBULE ET REMERCIEMENTS

Pour éviter toute confusion lors de la lecture du présent document, nous appliquons le terme « citoyen - citoyenne » à l'ensemble des participants, et ce, sans distinction aucune. Lorsque nous voulons référer aux représentants du secteur agricole ou du secteur municipal, nous utilisons une terminologie permettant de faire la distinction.

L'UQCN tient à remercier les organismes qui ont permis la réalisation de ce projet, soit le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) et son partenaire financier le gouvernement du Québec ainsi que la Fondation de la Faune du Québec (FFQ).

Outre nos partenaires financiers, l'UQCN tient à remercier les organismes partenaires que sont : le Conseil des directeurs de Santé publique (CDSP); Équiterre; la Fédération québécoise des municipalités (FQM); le Regroupement national des conseils régionaux en environnement (RNCREQ); Stratégies Saint-Laurent (SSL); l'Union des municipalités du Québec (UMQ); l'Union des producteurs agricoles (UPA); l'Union paysanne (UP).

Mais aussi un gros merci de la part de l'équipe de réalisation à celles et ceux qui en Montérégie, dans Lanaudière, en Chaudière-Appalaches, au Centre-du-Québec, au Saguenay — Lac-Saint-Jean et au Bas-Saint-Laurent nous ont reçu pour relever un défi aussi « fou » que nécessaire : se parler. Merci à tous les membres des comités régionaux, merci à tous les bénévoles, à tous les commanditaires, merci enfin à tous les citoyens et citoyennes qui ont accepté de donner un peu d'eux-mêmes lors de ces journées.

1. POUR UNE INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, bon nombre des préoccupations citoyennes se sont cristallisées autour de l'agriculture, secteur qui, jusqu'alors, bénéficiait d'un large capital de sympathie au sein de l'opinion publique. Pourquoi un tel changement ?

À l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), nous pensons qu'il trouve ses fondements dans une multitude de questionnements et de remises en cause d'un secteur d'activités qui semble s'être éloigné de ses liens avec l'ordre naturel des choses. Cela se manifeste, plus particulièrement, dans la question environnementale.

Il ne saurait y avoir de réponse simple et unique à une situation qui a creusé un fossé de plus en plus large au fil des ans entre consommateurs et producteurs. Cette polarisation nous oblige collectivement à nous questionner, à nous confronter et, au besoin, à remettre en question nos choix, nos perceptions, nos attentes, nos connaissances.

C'est dans cette perspective que l'UQCN a souhaité aller à la rencontre des citoyens, agriculteurs et non-agriculteurs, pour qu'ensemble ils puissent s'exprimer et réfléchir sur les avenues que pourrait emprunter l'agriculture québécoise de manière à construire son avenir dans une perspective de développement durable. Entre les mois de février et d'avril 2002, cet exercice de consultation et de réflexion a été tenu dans six régions du Québec soit Montérégie, Lanaudière, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec, Saguenay — Lac-Saint-Jean et Bas-Saint-Laurent, sous l'appellation « Forum itinérant ».

2. POUR LE DÉROULEMENT

Si la réussite d'un projet se mesure à l'aune des objectifs fixés, alors il est possible de prétendre que le projet « Forum itinérant » a été une réussite même si elle ne s'est pas exprimée avec la même constance dans toutes les régions visitées. Au total, ce sont près de 600 citoyens qui ont accepté l'invitation qui leur a été faite; 600 citoyens qui sont venus, un samedi, se parler et s'écouter pour tenter de mieux se connaître et se comprendre; 600 citoyens qui se sont interpellés pour confronter leurs problèmes, leurs réalités, leurs attentes, leurs réussites et leurs rêves. Partout, des hommes et des femmes ont accepté de faire le pari du dialogue, non sans effort et difficulté parfois, pour que la situation et les idées évoluent vers un meilleur respect de l'intérêt collectif. C'est en cela que nous croyons à la réussite du Forum itinérant.

Il est à noter, qu'en marge de ces événements, le Forum a rejoint au-delà de 200 autres participants, étudiants et membres de corps professoraux, en réalisant trois journées de réflexion et de consultation aux Instituts de technologie agroalimentaire (ITA) de la Pocatière et de Sainte-Hyacinthe ainsi qu'à l'Université Laval de Québec. La contribution de celles et ceux qui constituent la relève a permis une fois encore de saisir à quel point les défis sont grands mais combien le sont plus encore les envies et les capacités de ces jeunes hommes et jeunes femmes à travailler pour les relever. Ils ont offert au projet leur réalisme et leur candeur, leurs inquiétudes, leurs enthousiasmes et leurs questionnements.

Il est surprenant de voir à quel point le besoin de se parler et la possibilité de le faire a permis dans la majorité des cas de dépasser les cadres formels qui nous définissent ou dans lesquels nous nous définissons trop souvent.

Chacune des journées débutait à l'accueil avec la remise d'une pochette d'information contenant divers documents présentant quelques repères sur l'agriculture québécoise et sur la région visitée ainsi que les questions des ateliers de l'après-midi, le programme de la journée et une présentation de l'UQCN. Concernant la pochette, il est à noter qu'outre son habituelle utilisation, elle offrait l'avantage d'un véritable passeport pour le repas et les ateliers de l'après-midi. De couleurs différentes, huit ou neuf en fonction du nombre de participants, les pochettes étaient distribuées de façon aléatoire permettant la constitution de groupes qui allaient partager la même table aux périodes du repas et des ateliers. Le « stratagème » n'était révélé par l'animateur qu'au moment du dîner, déclenchant des réactions amusées parmi l'assistance.

Le programme s'établissait comme suit :

8H45 - 9H30 ACCUEIL DES PARTICIPANTS

9H30 - 12H00 S'ENTENDRE SUR LE DIAGNOSTIC

- 9h30** Introduction
- 9h40** Présentation du document de réflexion élaboré par l'UQCN sur l'agriculture durable
- 10h00** Conférences et témoignages d'acteurs régionaux (citoyens, agriculteurs) sur les constats et les enjeux soulevés dans la région
- 11h10** Appropriation et questionnements

12H00 - 13H30 REPAS

13H30 - 16H15 LES PISTES DE SOLUTIONS À EXPLORER

- 13h30** Début du travail en ateliers
- 14h30** Pause
- 14h45** Mise en commun du travail des ateliers et débat en plénière
- 15h00** Synthèse sur les orientations et les consensus qui seront dégagés
- 15h45** Conclusions : et demain ? La suite...

Après une rapide introduction présentant les motivations à l'origine de ce projet, la journée débutait avec la présentation de M. Pierre Jobin visant à camper la problématique agroenvironnementale québécoise et le diagnostic que l'on peut en faire à la lumière du document de réflexions produit par l'UQCN (annexe 1). Puis, afin de donner ce que nous avons appelé « la couleur locale », plusieurs témoins locaux, le nombre étant variable d'une région à l'autre, sont venus présenter et exprimer leurs réalités, leurs expériences, leurs vécus, les problématiques qui prévalent plus spécifiquement au niveau régional, etc. Si certains d'entre eux ont offert des moments de grande émotions, tous ont permis de mieux faire comprendre le contexte, de créer en quelque sorte des traits d'union entre les perceptions et le vécu de ces hommes et de ces femmes dans le quotidien. Les débats qui suivaient ont permis à tous ceux qui le désiraient d'approfondir les présentations.

Le repas a constitué l'un des temps forts durant chacune de ces journées. Il se voulait un moment privilégié pour poursuivre les échanges amorcés en matinée et « mettre la table » pour les ateliers de l'après-midi. Le charme était que tout cela se faisait autour de mets et de produits issus du terroir régional. Comment, par la suite, rester sourd et fermé aux propos de quelqu'un avec qui l'on vient de partager la table ?

Après le repas, les participants étaient conviés à travailler en atelier afin de définir ensemble les pistes d'action susceptibles d'être mises en application pour favoriser le développement d'une agriculture durable. La distribution aléatoire des participants en fonction de la couleur de leur pochette a, dans la majorité des forums, relativement bien fonctionné même si ce ne fut pas parfait. La plupart des groupes étaient assez hétérogènes dans leur représentation. Le résultat de leur travail, à partir de questions uniques, était colligé sur des acétates par les animateurs et les rapporteurs et présenté par la suite lors du retour en plénière. Cette dernière a permis à chacun de commenter les différents points abordés.

Afin de répondre aux exigences professionnelles des producteurs et productrices présentes, la journée se concluait aux alentours de 16h15, bien qu'à plusieurs reprises, la majorité des participants n'avait toujours pas quitté la salle trente minutes après l'heure prévue.

Toutes ces journées ont été des temps forts à travers lesquels l'expression la plus simple et en même temps la plus forte du pouvoir et du devoir citoyen s'est exprimé : la parole. En permettant de la laisser s'exprimer ainsi, toutes celles et ceux qui ont participé aux différents forums, se sont donnés un peu de cette liberté sans laquelle la vie en société est impossible.

3. POUR UNE LECTURE GLOBALE

Cette journée montre, entre autres, qu'il est difficile pour les gens de trouver et formuler des solutions alors qu'ils sont plutôt à la recherche de moyens de continuer à se parler

M. André Beauchamp, Forum de Lanaudière.

Si elle ne résume pas, à elle seule, tout le long processus que furent les six forums régionaux, cette phrase indique néanmoins avec beaucoup d'à propos que l'objectif du forum, créer les conditions et la tenue d'un dialogue, correspond tout à fait à un besoin impérieux dans le monde agroalimentaire si on veut avoir une chance de trouver des solutions applicables et, surtout, viables pour tous et toutes. L'exercice même du forum, avec ses règles de fonctionnement centrées sur un dialogue le plus ouvert possible, faisait bien réaliser cet impératif aux participants présents.

À propos de dialogue, nous voulons mentionner ici que nous avons assisté à des tentatives organisées de détournement du débat et d'accaparement de la parole pour tenter d'en limiter la portée. Si ces tentatives ont momentanément entraîné des réactions devant un jeu que nous

qualifierons d'institutionnel et que tous saisissaient, elles n'ont finalement pas altéré la capacité d'expression des participants, en particulier de certains producteurs qui ont montré une grande liberté de parole et de ton.

En atténuant le poids des prises de position officielles et pré-établies à l'avance, les journées du Forum ont permis de cerner un unanime constat : l'agriculture québécoise actuelle, soumise aux lois de l'économie et aux exigences de la productivité et de la compétitivité, montre des signes d'essoufflement et ses limites. Les problèmes que vit l'agriculture actuellement, en particulier dans sa dimension environnementale, démontrent aussi la grande difficulté des acteurs impliqués à trouver et adopter des solutions de rechange.

Sur la question du diagnostic environnemental mentionnons immédiatement que même si tout le monde ne s'entend pas sur le degré réel des dommages causés, personne ne nie qu'il y ait lieu de s'en préoccuper. Mais comment ? À quel rythme ? Avec quel argent ? Avec quelles concessions ? Voilà des questions pour lesquelles le consensus n'est pas facile à faire.

En substance on sent très bien chez les agriculteurs, dans une bonne majorité, qu'ils sont conscients des problèmes environnementaux. Les nombreuses actions entreprises dans les quinze dernières années, et dont faisait mention le document de réflexion proposé par l'UQCN, ont d'ailleurs souvent été citées par de nombreux participants. Toutefois, on leur a demandé depuis des décennies d'être des entrepreneurs productifs, efficaces et rentables. Ces demandes s'étant même intensifiées au cours des dernières années, l'environnement, est devenu une contrainte se répercutant sur les coûts de production. Ils acceptent donc très mal qu'on les accuse d'être des pollueurs maintenant qu'ils ont bien répondu aux attentes de tout un système.

Il est révélateur que dans toutes les régions l'on ait réagi de deux façons apparemment contradictoires. D'abord en exigeant une meilleure information (plusieurs ont parlé de la désinformation actuelle) auprès de la population pour qu'elle connaisse les contraintes réelles qui sont celles des agriculteurs. Ensuite, que des efforts de plus en plus nombreux soient faits pour améliorer la situation sur le plan environnemental. À cet effet, par exemple, les expériences de travail à l'échelle des bassins-versants, une des pistes de solution priorisées par l'UQCN, sont ressorties comme des efforts accomplis et à poursuivre par le milieu rural. Soulignons qu'on ne manquait jamais de rappeler aux citoyens et autres citoyens de bien regarder dans leur cour avant de donner des leçons au sujet de la pollution agricole.

Nous l'avons déjà dit, un peu partout dans toutes les régions, et à des degrés divers, on dénonce certains aspects très contraignants, nuisibles et destructurants sur le plan social du modèle dominant de l'agriculture québécoise. Peu de gens voient comment sortir d'un tel modèle. Encore faudrait-il qu'ils le veuillent. Un grand nombre se veulent réalistes, conscients de la mondialisation des marchés et de l'impératif de gagner sa vie et celle de sa famille. Insistons : les alternatives existent. L'ensemble des pistes de solution que vous lirez plus loin le montrent même si elles sont quelque peu morcelées. Mais un grand nombre reste sceptique, craintif, quant à la possibilité d'une réforme plus importante du modèle.

L'approche qui ressort le plus, compte tenu des pressions économiques qui semblent impossible à contrôler, est d'essayer d'apporter des modifications, ou des ajustements structurels, plus ou moins importants selon la confiance que l'on a en ces moyens ou selon son degré d'insécurité face aux changements.

Il est important, pour nous qui avons rencontré et écouté tous ces citoyens, producteurs, productrices agricoles et autres habitants du monde rural, de souligner les problèmes humains et professionnels qui se vivent face à cette situation que, collectivement, nous avons laissée se détériorer. Nous avons entendu, au détour de certaines phrases, de certaines interventions, beaucoup d'inquiétude, voire de colère, face à la situation actuelle et au défi de concilier, pour l'avenir, économie et écologie. Les enjeux dépassent le seul exercice de « purification » du métier. En matière de formation et d'information, pour les agriculteurs et les citoyens, beaucoup a été fait. Plusieurs des intervenants, les propositions régionales le disent bien, pensent, affirment, qu'il reste beaucoup à faire et que c'est là un défi important à relever pour travailler à de nouvelles approches.

Dans ce contexte, sont plus particulièrement questionnés le financement actuel, les politiques et interventions gouvernementales incohérentes et le support technique réel. Plusieurs pensent, surtout ceux qui vivent dans les grandes régions du Centre et de la Montérégie, que le financement actuel favorise les cultures et élevages plus polluants ainsi que l'intégration. Pour plusieurs les critères de financement doivent être revus. Les approches de l'écoconditionnalité sont diverses. Il faut par ailleurs rappeler que beaucoup d'intervenants et d'agriculteurs se disent d'accord avec cette nouvelle approche mais dans la mesure où elle s'accompagnera de nouvelles aides qui ne toucheront pas aux anciennes. Sur cette question du financement, dans toutes les régions, les producteurs ont dit haut et fort qu'il faut cesser de dire que l'agriculture est fortement

subventionnée. Pour eux la réalité est toute autre, les subventions à l'agriculture étant plutôt jugées comme des subventions à la consommation.

Sur les actions gouvernementales on soulève un peu partout le manque de cohérence entre les ministères de l'Environnement et celui de l'Agriculture. Pour plusieurs participants, cette incohérence et le manque de communication et de concertation entre les ministères, conduisent à des pertes de temps, d'argent et parfois même à une relative inefficacité par rapport aux objectifs recherchés. Au nombre des commentaires énoncés, en regard de l'action gouvernementale, on perçoit leur volonté « uniformisante », le « mur à mur », qui ne tient pas suffisamment compte des réalités et problématiques spécifiques à chaque région.

Dans toutes les régions, en effet, on a revendiqué, tant chez les producteurs que chez les autres acteurs, que les discussions s'élaborent et que les décisions se prennent plus près du terrain local et régional. Pour beaucoup, il s'agirait de la voie à privilégier pour permettre des consensus et prendre en compte les réalités du milieu.

Une autre dimension discutée, a été celle de la concentration du réseau de distribution et du rôle omniprésent des grandes chaînes alimentaires qui imposent partout leurs lois et leurs règles. Les contraintes ainsi imposées pour répondre aux exigences de ces « mandarins des marchés » conduisent à imposer au secteur de la production, et par ricochet à l'environnement, des pressions supplémentaires et bien évidemment néfastes. Les solutions en regard de cette problématique sont aujourd'hui moins évidentes. Toutefois ces discussions ont fait ressortir le rôle important du consommateur et le pouvoir d'influence qu'il peut exercer par ses achats ou non-achats.

Finalement, la société attend beaucoup des agriculteurs. Eux attendent, sans grand espoir, beaucoup des consommateurs. Beaucoup l'ont dit : la situation environnementale est le problème de tout le monde. Les producteurs répondent aux exigences des consommateurs, en terme de qualité et de quantité des produits. Il est donc nécessaire qu'ils (les consommateurs), d'assument une partie, sinon la totalité, de la facture environnementale.

Les tableaux que nous vous présentons dans les pages qui suivent montrent les éléments d'analyse et de problématique de même que les pistes de solution énoncées dans les divers forums. Certaines analyses sont plus résolument régionales. Toutefois de nombreuses préoccupations sont récurrentes et touchent invariablement la production (technologies), le financement, les marchés, la

formation et l'information, l'action gouvernementale, la responsabilité des citoyens et enfin le « contrat social », qu'il faut peut-être maintenant réécrire. Nous avons voulu ces tableaux synthétiques et citant, aussi souvent que possible, les participants pour tenter de restituer aussi fidèlement que possible la parole des citoyens qui se sont exprimés lors de ces journées.

Nous présentons également, dans les pages suivantes un tableau synthèse reprenant les pistes de solutions proposées dans le document de travail de l'UQCN et retenues, d'une façon ou d'une autre, partiellement ou totalement, par les participants aux forums régionaux. On constatera que si certaines pistes sont plus évidemment acceptées d'emblée, comme les bassins-versants et l'intégration des coûts environnementaux, d'autres, telles l'écoconditionnalité et la multifonctionnalité, rencontrent plus de résistance mais non nécessairement le rejet.

La situation est complexe et difficile pour plusieurs. Les enjeux financiers, technologiques et humains, sont considérables. Les forums auront permis à plusieurs participants de comprendre, qu'en sortant de l'analyse de leur seule situation, de leur seul point de vue, protégeant leurs seuls intérêts, qu'en cherchant vraiment à comprendre l'autre, s'ils ne se sentent pas menacés, ils sont alors en mesure de mieux comprendre la situation actuelle dans sa globalité. Dans un tel processus, comme le disait Pierre Gaudet, producteur agricole et président de la Fédération de l'agriculture biologique, « on fait appel à l'intelligence collective, on cesse les condamnations et on cherche de vraies solutions. »

C'est à cela que sert un vrai dialogue.

RÉACTIONS AUX PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR L'UQCN

PISTES DE SOLUTIONS	MONTÉRÉGIE	LANAUDIÈRE	CHAUDIÈRE-APPALACHES
ÉCOCONDITIONNALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ On est plutôt d'accord. Toutefois on est partagé sur le fait de travailler sur la base des anciennes mesures de financement ou en ajouter des nouvelles. ▪ Plusieurs favorisent l'établissement de nouveaux financements sur cette nouvelle base. ▪ On la considère comme une mesure incitative et nécessaire pour adapter les supports à la production (clubs conseils, animal/végétal). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Respect des PAEF par l'autodiscipline. ▪ Financer publiquement l'établissement des bandes riveraines. ▪ Incohérence de certaines normes environnementales (ex : fosse). ▪ Aides directes aux pratiques environnementales. ▪ Incitatifs aux bonnes pratiques (financier = bande riveraine / reconnaissance du principe pollueur / payeur). ▪ Prise en compte des coûts d'un développement non-durable afin de réorienter les politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éco-conditionnalité à séparer de la sécurité du revenu. ▪ Soutenir l'agriculteur et non la production = conciliation.
MULTIFONCTIONNALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plutôt d'accord afin de favoriser les solutions régionales. ▪ Approche intéressante pour favoriser la diversification des modèles de production. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expansion et intégration = perte de la diversité. ▪ Aménagement du territoire (révisions des schémas afin d'intégrer les préoccupations particulières / pressions de la CMM sur la zone agricole). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Valoriser l'aménagement et la protection du territoire agricole et rural (unanime), sans être dépendant de subvention. ▪ Dimension humaine. ▪ Protéger la petite ferme Valeur ajoutée. ▪ Occupation du territoire et valoriser autre chose que les cochons. ▪ Diversification.

4. POUR LES RÉACTIONS AUX PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR L'UQCN

PISTES DE SOLUTIONS	MONTÉRÉGIE	LANAUDIÈRE	CHAUDIÈRE-APPALACHES
BASSIN -VERSANT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En accord. ▪ Encourage le lien producteurs et citoyens. ▪ Favorise la concertation et l'implication dans la localité. ▪ Répartir la facture à l'ensemble des acteurs, pas seulement les agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Multiplier les initiatives mais pas grossir ▪ Favoriser la concertation locale (inter-municipale). ▪ Redonner les moyens aux municipalités. ▪ Favoriser le dialogue entre les individus). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approche ferme par ferme vs bassin -versant. ▪ Unanimité : équité pour financement.
ÉDUCATION ET INFORMATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accélérer la formation et l'information des agriculteurs sur les pratiques agroenvironnementales. ▪ Accès à l'information des citoyens. ▪ Formation des jeunes et futurs chefs d'entreprises. En ce sens effort des programmes de formation scolaires. ▪ Développer la prise de conscience des consommateurs. ▪ Se rappeler le slogan : ACHETER C'EST VOTER ▪ Ouvrir le dialogue avec les usagers et les consommateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Relève : inculquer l'importance de l'environnement. ▪ Améliorer la crédibilité des agronomes auprès des producteurs et du public. ▪ Définition de l'innocuité des aliments. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Éducation populaire : penser davantage diversité biologique. ▪ Science de l'agronomie = freiné par les normes environnementales. ▪ Améliorer nos connaissances du problème. ▪ Éduquer et informer ... mais aussi consulter et concerter. ▪ S'entendre sur le problème et son envergure (lecture commune de la problématique (ex : surplus des fumiers). ▪ Améliorer les connaissances des agriculteurs. ▪ Pour les citoyens, mieux comprendre la réalité agricole. ▪ Face aux actes inacceptables : ne pas généraliser à l'ensemble du secteur agricole. ▪ Ne pas nier mais dénoncer ce qui n'a pas de bon sens.

PISTES DE SOLUTIONS	MONTÉRÉGIE	LANAUDIÈRE	CHAUDIÈRE-APPALACHES
MAIS ENCORE ...	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doit avoir plus de cohérence dans les actions des principaux ministères (agriculture et environnement) concernés. ▪ Déboisement : modifier la fiscalité afin d'éviter que se poursuive cette tendance au déboisement. ▪ Favoriser des initiatives du type Agriculture soutenue par la communauté (ASC) pour sensibiliser à l'agriculture. ▪ Moins de distance entre le producteur et le consommateur. ▪ Partage équitable de la facture environnementale. ▪ Intégrer les coûts environnementaux aux coûts de production. ▪ Sortir les producteurs de l'obligation de faire du maïs grain pour pouvoir survivre. ▪ Droit de regard de la population sur les pratiques agricoles. ▪ Diversifier les voix des producteurs (tant à l'interne qu'à l'externe). ▪ Plus de moyens au ministère de l'environnement. ▪ Le ministère de l'environnement ne doit pas juste punir, il doit aussi innover. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encourager les traitements des fumiers et encourager les grandes cultures à en recevoir. ▪ Subventions : ne pas couper les grosses productions. ▪ Impliquer dans le débat l'industrie agrochimique et les chaînes alimentaires. ▪ Avantages fiscaux et incitatifs pour changer les habitudes. ▪ Encourager les produits québécois de l'agriculture durable. ▪ Conscientiser les chaînes de distribution. ▪ Pourcentage prélevé sur la bouffe pour créer un fond pour l'agriculture durable. ▪ Importance de cibler tout le monde (petits et gros producteurs, citoyens, municipalités) afin d'assurer la cohérence des actions et de trouver un consensus. ▪ Redistribution du financement du secteur agricole. ▪ Augmenter la transférabilité des fermes pour éviter l'achat par des intégrateurs. ▪ Permettre la diversité des représentations dans le milieu agricole. ▪ Accepter le changement et un nouveau leadership. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cohérence politiques/ règlements/ programmes gouvernementaux. Et des interventions professionnelles. ▪ Responsabiliser le producteur par resserrement du contrôle. ▪ Développer les fermes familiales, même importantes, pour la vie dans le milieu. ▪ Encourager la relève et la petite entreprise (financement accessible). ▪ Internaliser les coûts de protection des ressources. Pas évident pour les consommateurs. Programmes gouvernementaux, impôts progressifs. ▪ Plus de ressources au MENV. ▪ Tracabilité, étiquetage, acceptabilité sociale. ▪ Responsabiliser les intermédiaires. ▪ Alléger certains règlements pour favoriser l'agriculture locale. ▪ Développement de programmes fédéraux dans la gestion de la qualité de l'eau. ▪ Traitement des fumiers : technologie de plus en plus au point mais doit-on miner le budget du MAPAQ? ▪ Respecter la capacité sociale des agriculteurs et des gens du milieu (consultations locales). ▪ Intégrer les dépenses agroenvironnementales à l'économie de la ferme.

RÉACTIONS AUX PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR L'UQCN (suite)

PISTES DE SOLUTIONS	CENTRE DU QUÉBEC	SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	BAS-SAINT-LAURENT
ÉCOCONDITIONNALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ On la considère comme une approche volontaire, non coercitive. ▪ En parallèle, on développe l'idée de Socio-conditionnalité et ce pour mettre en évidence les retombées locales, régionales (dans les communautés) d'une telle approche. ▪ Nécessaire pour moduler les pratiques notamment l'équilibre entre production animale et végétale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Malaise avec le coercitif, les lois sont les pires des solutions, mais parfois nécessaires. ▪ Ne pas brimer la créativité. ▪ Conditionnaliser les aides publiques. ▪ Subventionner ou financer des organismes parallèles (CUMA, Clubs Agro...) pour diminuer les coûts de production et pour faciliter l'adoption de bonnes pratiques. ▪ ÉCO-SOCIO-CONDITIONNALITÉ : orienter le financement de l'agriculture en fonction de la taille des fermes, types et modes de production. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le contexte de nouveaux financements comprendre cela comme une mesure de transfert des coûts aux consommateurs. ▪ On ne croit pas à la seule autorégulation, mais on ne veut pas, non plus, une réglementation mur à mur.
MULTIFONCTIONNALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ D'accord. Par exemple pour protéger et entretenir les bordures riveraines si c'est payé par un nouveau programme. ▪ Déboisement : permis pour les agriculteurs mais pas pour les intégrateurs à la recherche de plus grandes superficies. ▪ Nécessaire pour encourager de nouveaux modèles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Privilégier la diversité pour une qualité de vie et le développement durable terre /famille/région. ▪ Renaissance du territoire. ▪ Transformation des produits en régions. ▪ Faciliter le financement et l'accès au terrain pour les petites fermes. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encouragement pour de nouvelles productions. ▪ Repeupler les rangs : impossible seulement par les agriculteurs. ▪ Établissement d'un nouveau contrat social. ▪ Éviter de continuer à favoriser un seul modèle d'agriculture. ▪ Essentiel de valoriser le métier d'agriculteur. ▪ Soutien aux entreprises dans les aménagements du territoire. ▪ Il faut faire en sorte que les modèles différents puissent cohabiter. Particulièrement vrai en régions.

PISTES DE SOLUTIONS	CENTRE DU QUÉBEC	SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	BAS-SAINT-LAURENT
BASSIN - VERSANT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En accord si tous les secteurs participent. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intéressant et pertinent. C'est un lieu de parole, de décisions. ▪ Possibilité de petits gestes concrets.
ÉDUCATION ET INFORMATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impératif d'arrêter et corriger la désinformation actuelle. ▪ Favoriser les échanges d'idées entre les citoyens et les producteurs. ▪ Écologie à l'école : pas juste de la théorie. Il faut passer à l'action. ▪ Faire connaître les bons coups de l'agriculture. Pas juste des dénonciations du style "Bacon le film". 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exercice comme le Forum : se revoir tous les deux ans. ▪ Éviter que la journée ne soit qu'une bulle de savon. ▪ Développer l'intelligence collective. ▪ Idée du fermier de famille pour valoriser le métier et les efforts environnementaux. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire connaître les efforts des agriculteurs dans leurs démarches vers l'agroenvironnement. ▪ Gros producteur ne veut pas dire automatiquement pollueur. ▪ Valoriser l'auto-responsabilisation des producteurs et des consommateurs. ▪ Mettre en place des structures de surveillance. ▪ Donner la vraie, la bonne information. ▪ Promouvoir le bon côté de l'agriculture et la fierté des agriculteurs. ▪ Favoriser une information de qualité, neutre, objective, apolitique et crédible. ▪ Plus d'informations sur les enjeux régionaux.
MAIS ENCORE ...	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Considérer la possibilité de limiter les productions animales. ▪ Questionner le financement actuel: établir un seuil et un plafond aux aides de façon à ralentir certaines productions. ▪ Éco-taxes, éco-récompenses. ▪ Tout simplement appliquer les lois et règles actuelles en tenant compte des problématiques régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Valorisation de l'agriculture. ▪ Créer un nouveau contrat social car la responsabilité est collective. ▪ Taxe redistribuée aux producteurs. ▪ Réorienter les politiques en fonction de considérations agronomiques et régionales. ▪ Modèle de ferme vs code des pratiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les ministères doivent jouer leur rôle : faire appliquer les réglementations, offrir de bons services conseils et accessibles à tous. (Ce qui n'est plus le cas). ▪ Se donner une politique d'ensemble du développement durable permettant d'établir un nouveau contrat social entre les urbains et les ruraux. ▪ Il faut rétablir la confiance des agriculteurs qui ont un sentiment d'impuissance et d'incompréhension.

PISTES DE SOLUTIONS	CENTRE DU QUÉBEC	SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	BAS-SAINT-LAURENT
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Publiciser les plans d'action des producteurs et les stratégies pour améliorer les pratiques. ▪ Dans la région, il n'y a pas de grosses problématiques environnementales, faut quand même faire de la prévention. ▪ La définition du développement durable est "trouble". L' aspect économique contradictoire. ▪ Réinventer la mise en marché. ▪ Favoriser la concertation pour reconquérir le territoire et notre capacité politique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribution des citoyens pour les efforts déployés en agriculture. ▪ Taxes territoriales plutôt que sectorielles. ▪ Inclure les coûts environnementaux dans les coûts de production et mettre fin à cette idée fausse que l'agriculture est une activité fortement subventionnée. ▪ Les gouvernements doivent avoir une position plus avant-gardiste.

5. POUR LES PAROLES CITOYENNES

Au cours des ateliers de l'après-midi, les participants étaient invités en petits groupes à formuler leurs visions de l'agriculture et à se prononcer quant aux différentes pistes d'actions proposées par l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN). Les fruits de ses discussions étaient colligées par l'animateur et le rapporteur sur un support acétate qui par la suite était présenté au retour en plénière. Les tableaux que nous vous présentons dans ce chapitre illustrent les différents points abordés par l'ensemble des groupes constitués. Ils sont le reflet de cette parole citoyenne qui s'est exprimée librement lors des six forums itinérants.

5.1. MONTÉRÉGIE



Hélène S. Dubois, © Le Québec en images, CCDMD

Montérégie	
Date	23 février 2002
Lieu	CÉGEP de Saint-Jean-sur-Richelieu
Comité régional	Gilles J. Gauthier, Johanne Morissette, Michel Carignan, Bernard Estevez, Élisabeth Vachon, François Mercier, Yvon Pesant, Myriam Gagnon, Stéphanie Mathieu, Carolle Moisan.
Pilote régional	Conseil Régional de l'Environnement de la Montérégie (CREM) 283, boul. Laurier, bureau 204 Saint-Basile-Le-Grand (Québec) J3N 1M2 Tél. : (450) 441-3371 Télec. : (450) 441-3307 Courriel : info@crem.qc.ca
Nombre de participants	102

Région Montérégie.	
Nous avons parlé de ...	Pour retenir ...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Toute la société doit être impliquée. ◆ Des avenues à explorer. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ "Il faut organiser à l'intérieur de la profession un système de compensation pour encourager les bons. Car les agriculteurs doivent aussi payer pour ceux qui progressent. ◆ Nous avons à développer de s outils économiques pour intégrer les coûts environnementaux dans les coûts de production. ◆ Les mesures d'aides doivent être mises en œuvre dans les premières années. ◆ Il faut contrer l'hémorragie des terres, réhabiliter la ville. ◆ Nécessité de poursuivre, d'accentuer les recherches sur les conflits vécus dans les milieux ruraux. Cela prend des médiateurs. ◆ "C'est un projet de société qu'il faut reconstruire. Voilà l'enjeu". ◆ Plus de cohérence dans les actions des principaux ministères (agriculture et environnement) concernés. Développer l'inter-ministériel. ◆ Plus de moyens au ministère de l'environnement. Le ministère de l'Environnement ne doit pas juste punir, il doit aussi innover. ◆ Favoriser des initiatives du type Agriculture soutenue par la communauté pour sensibiliser à l'agriculture. ◆ On est plutôt d'accord avec la multi-fonctionnalité, afin de favoriser les solutions régionales. ◆ Elle est une approche intéressante pour favoriser la diversification des modèles de production. ◆ Modifier la fiscalité afin d'éviter que se poursuive cette tendance au déboisement. ◆ Des primes pour ceux qui protègent l'environnement. ◆ Des incitatifs fiscaux pour soutenir des pratiques durables (boisés, brises-vents, aménagement des berges, ...)

Région Montérégie.	
Nous avons parlé de ...	Pour retenir ...
	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Favoriser les solutions régionales et abandonner le mur à mur. ◆ Développer les appellations contrôlés (durable, bio, terroir, produit québécois, ...) ◆ Donner un rôle primordial à la santé publique (réflexion épidémiologique en milieux agricoles et urbains).

5.2. LANAUDIÈRE



Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD

Lanaudière	
Date	2 mars 2002
Lieu	Club de Golf Montcalm, Saint-Liguori
Comité régional	Gilles Côté, Isabelle Martineau, Éric Léger, Raphaël Pouliot, Mélodie Juteau, Stéphane Paré
Pilote régional	Conseil Régional de l'Environnement de Lanaudière (CREL) 365, rue Saint Louis - C.P. 658 Joliette (Qc) J6E 7N3 Tél. : (450) 756-0186 Télec. : (450) 756-6538 Courriel : crel@pandore.qc.ca
Nombre de participants	70

Région Lanaudière	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ L'équation infernale selon laquelle Faire plus de revenus ==> Faire plus de production Mais faire plus de production ==> Moins d'environnement. ◆ Le consommateur est (presque) toujours à la recherche du moindre prix. ◆ La concentration de la grande distribution. ◆ La ressource Eau doit être protégée coûte que coûte. ◆ Les jeunes ont de moins en moins d'accès à la terre. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Une solution réside dans la recherche de valeur ajoutée. Et cette recherche de valeur ajoutée entraîne des "sous-produits" pour l'économie locale : <ul style="list-style-type: none"> - Salaires, - Emplois, - Contrats de production, - ... ◆ Les politiques de soutien gouvernementales doivent maintenant appuyer le développement d'une agriculture régionale, valorisant les ressources d'ici. ◆ L'effort à entreprendre doit viser le développement des marchés de niches, de proximité. ◆ Que connaît le consommateur des enjeux, ? Des produits ? Alors, nous devons travailler à l'éducation, à la sensibilisation de tous (consommateurs, agriculteurs, relève) ◆ Instituer un % sur la nourriture pour créer un fonds dédié au développement de l'agriculture durable (sur l'exemple de la récupération des pneus). ◆ "Le lien entre les deux mondes est l'épicerie. Si le prix du produit revenait un peu plus au producteur ..." ◆ Revendiquer et obtenir, dans les magasins, un affichage des prix différent pour montrer la part revenant au producteur, le coût du transport, etc. ◆ Cela exige la coopération de tous, dans la société locale. ◆ Nous devons penser une insertion progressive dans le métier. ==> Repenser nos modèles. ==> Valoriser d'autres modèles, moins gourmands en capitaux.

Région Lanaudière	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ La concurrence des usages pour le même territoire. ◆ La méconnaissance mutuelle est très forte. Cela nuit à la rencontre d'intérêts tous aussi légitimes les uns que les autres. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ "Il y a une analogie entre l'agriculture et le secteur des forêts et des pâtes à papier. Les élevages sont une industrie qui doit être traitée comme telle. Ce n'est pas du jardinage ! Il faut donc accélérer la transformation de l'agriculture par des normes, des règlements, etc." ◆ Supprimer le mur à mur. ◆ "Il faut supporter le virage écologique de l'agriculture, et répartir les coûts de protection de l'environnement sur la chaîne entière." ◆ "Développons des politiques inclusives : santé, agriculture, éducation." ◆ "Dans trois-quatre ans, nous allons avoir de gros problèmes chez nous, avec le schéma d'aménagement de la communauté métropolitaine de Montréal. Le dézonage va être terrible." ◆ "Il faut donc obtenir un moratoire sur le développement industriel et commercial en périphérie de Montréal." ◆ Multiplier les forums, les comités, les lieux de rencontre, où nous pourrions parler, débattre. "Car c'est la conscience qui doit progresser." ◆ Multiplier les expériences locales, les essais, les scénarios, etc. pour montrer, préparer le débat. ◆ "Renforçons la concertation. Par exemple, sur les bassins versants, Il faut multiplier les initiatives, les petits projets. Ce sont des occasions pour apprendre ensemble." ◆ "Multiplions les contacts et les lieux de dialogue entre les urbains et les ruraux, mais aussi entre les ruraux." ◆ "La relation entre les urbains et l'agriculture est une relation d'amour - haine. Le monde agricole doit chercher une plate-forme de discussion avec les urbains pour travailler à une alliance concrète pour la sauvegarde des milieux agricoles."

Région Lanaudière	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
	<ul style="list-style-type: none"> ◆ "Le débat est fondamental ; amplifions-le. Le problème est que les mots n'ont pas le même sens selon les lieux où l'on est." ◆ "Notre discours est trop dogmatique, et il nous faut apprendre un minimum de mesure." ◆ "Au moment où l'on avance une solution, quelqu'un se lève pour dire que cela ne marche pas. On se piège donc nous-mêmes. Nous ne sommes pas encore capables de nous rallier à une position. Il faut donc continuer le dialogue et travailler sans cesse à mettre les conditions de ce dialogue. Pour cela, il faut trouver la manière de se parler."

5.3. CHAUDIÈRE-APPALACHES



Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD

Chaudière-Appalaches	
Date	9 mars 2002
Lieu	Polyvalente de Saint-Anselme
Comité régional	Hélène Beaulieu, Guy Lessard, Jacques Thibault, Louis Perreault, Louis Robert, Michel Gendreault
Pilote régional	Conseil Régional de l'Environnement de Chaudière-Appalaches (CRECA) 655, 4e Avenue Saint-Romuald (Qc) G6W 5M6 Tél. : (418) 834-1217 Télec. : (418) 834-1218 Courriel : creca@creca.qc
Nombre de participants	107

Région Chaudière-Appalaches	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Des problèmes de la région, qui sont réels. ◆ Des gens qui travaillent bien. ◆ L'eau : sa qualité se détériore, on perd des usages, ... Mais la question reste à documenter largement. ◆ Nous ne sommes pas d'accord, entre nous, sur le diagnostic. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ "Le problème vient du déséquilibre entre les productions. Certaines posent problème, pas toutes". ◆ "Cela prend des règlements pour ceux qui ne veulent rien savoir. Pour ceux qui veulent profiter de tout, de l'environnement. Il faut les arrêter". ◆ "Actuellement, c'est au plus fort la poche. Rien n'est donc possible. On a un sérieux problème". ◆ Il faut les valoriser, les mettre de l'avant. ◆ Faire respecter les lois. ◆ Resserrer les normes / nitrates ◆ Changer les productions, en particulier le maïs. ◆ Diminuer les quantités de fumiers, cela implique de diminuer les productions animales. ◆ "Chez nous, l'eau est bonne pour les poissons. Mais je ne la boirais pas, parce que je vois faire des choses ..." ◆ "L'eau est un bien commun à l'humanité. C'est aussi le révélateur de nos actions individuelles et collectives. Et elle est malade. Peut-on regarder nos attitudes individuelles et collectives ? Notre insouciance ?" ◆ "Il faut parler de la propriété de l'eau. On dit qu'elle est publique, or des gens font de l'argent avec l'eau. Lorsque nous ne pourrons plus boire notre eau, il faudra l'acheter ... L'UQCN doit s'emparer de cette question, c'est urgent". ◆ Discuter, confronter, poursuivre le débat. ◆ "Ce n'est pas dans le conflit que les choses se règlent. Mais faut-il encore reconnaître les choses !" ◆ Informer.

Région Chaudière -Appalaches	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Sur le forum 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ "C'est la même chose pour l'autosuffisance alimentaire du Québec. La balance commerciale est positive, certes, mais nous sommes toujours loin de l'autosuffisance". ◆ "C'est une démarche essentielle, et novatrice pour discuter de questions difficiles à aborder". ◆ "Je suis venu ce matin à contrecœur, mais je suis très heureux en fin de journée. J'ai retenu trois mots : <ul style="list-style-type: none"> - Responsabiliser, tout le monde. - Éducation, de tout le monde. - Cohérence, dans l'ensemble de nos politiques, dans toutes les dimensions, gouvernementales, municipales, etc."

5.4. CENTRE DU QUÉBEC



Paul Grant, © Le Québec en images, CCDMD

Centre du Québec	
Date	16 mars 2002
Lieu	Ancien CLSC de Saint-Monique
Comité régional	Gilles Guay, Réjean Roy, Isabelle Breune, Jean-François Ménard, Michel Tessier, Christian Hart
Pilote régional	Conseil régional de l'environnement de Centre-du-Québec (CRECQ) 116, avenue des Lilas Drummondville, Québec. J2C 3L4 Tél : 819-475-1048 Télec. : 819-475-1048 Courriel : info@crecq.qc.ca
Nombre de participants	104

Région Centre -du-Québec.	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Le modèle actuel, qui montre ses limites et ses contradictions. ◆ La mondialisation des marchés, qui exerce des pressions sur le développement d'une agriculture très spécialisée, concentrée et de plus en plus technologique. ◆ Ces contraintes - financières, réglementaires, économiques, écologiques - qui sont nombreuses et ces critiques qui viennent de partout. ◆ les interventions institutionnelles, en particulier gouvernementales, qui sont souvent aveugles, uniformisantes, voire insuffisantes. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Qu'il n'est pas si simple de faire autrement ou de s'en démarquer. ◆ La technologie offre des possibilités pour régler certains des problèmes qu'elle contribue à créer. ◆ "Avec la mondialisation des marchés, les produits d'ailleurs, faits dans des conditions incontrôlables, avec des antibiotiques, ou autres, rentrent au Québec et prennent la place de produits mieux faits mais impossibles à vendre" ◆ "Le système financier actuel pousse tout le monde vers l'intégration. Et ce n'est pas fini ; aujourd'hui c'est le porc, mais demain ce sera pour tout". ◆ Pour le financement, il faut établir un seuil et un plafond aux aides de façon à ralentir certaines productions. ◆ Élaborer des éco-taxes, des éco-récompenses. ◆ Nous devrions être capables de questionner les modèles d'agriculture, sans condamner personne. ◆ Il faut tout simplement appliquer les lois et règles actuelles en tenant compte des problématiques régionales. ◆ "Quelle est la place du citoyen dans la prise de décision ? Quel espace occupe-t-il dans cette prise de décision ? Le développement de la production porcine nous donne un bel exemple. ◆ Au niveau municipal, la place du citoyen est faible car la loi est décidée ailleurs. Et cette loi est la même alors que les situations locales sont différentes". ◆ "Le contrôle sur les épandages n'est pas fait et, de plus, n'est pas possible. Car il n'y a pas d'équipement humain".

Région Centre -du-Québec.	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ L'indispensable information des citoyens. ◆ Ce consommateur qui ne veut pas payer le vrai prix de ses produits 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Elle est même nécessaire pour encourager de nouveaux modèles. ◆ Nous devons considérer la possibilité de limiter les productions animales. ◆ "Il y a un problème de désinformation important qui nuit à la crédibilité des agriculteurs". ◆ Favoriser les échanges d'idées entre les citoyens et les producteurs. ◆ Écologie à l'école : pas juste de la théorie. Il faut passer à l'action. ◆ Faire connaître les bons coups de l'agriculture. Pas juste des dénonciations du style "Bacon le film". ◆ "On ne peut pas avoir que des droits ; il y a toujours des devoirs qui vont avec les droits. C'est aussi le cas pour le consommateur". ◆ "Pensons donc à décloisonner l'agriculture. Nous en parlons trop entre membres du milieu rural, voire du monde agricole lui-même. Par rapport aux problématiques globales de la société, l'agriculture est-elle si importante ? Il y en a d'autres. À Montréal, c'est bien différent : pauvreté, alphabétisation, logement, etc. Alors l'agriculture est loin. Et pourtant, 80 % des consommateurs sont en ville ! Comment les sensibiliser à nos débats quand leur problème est d'avoir un toit ?"

5.5. SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN



Jean-Marie Dubois, © Le Québec en images, CCDMD

Saguenay — Lac-Saint-Jean	
Date	6 avril 2002
Lieu	École Camille Lavoie
Comité régional	Pierre Gilbert, Jacques Reinier, Michel Champagne, Alejandro Rada, Antoine Bédard, Renée Robert
Pilote régional	Région laboratoire du développement durable (Ridd) 425, rue Sacré-Coeur Ouest #1 Alma, G8B 1M4 Tel" : (418) 668-7533 Télec. : (418) 668-3466 Courriel : info@ridd.qc.ca
Nombre de participants	74

Région Saguenay — Lac-Saint-Jean	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Les pressions exercées par les grosses compagnies de l'industrie, qui laissent de moins en moins de place au choix personnel. ◆ S'attaquer aux problèmes globaux ! "Je ne veux pas diminuer l'étude des problèmes de l'agriculture, ceux que nous discutons ici. Mais ces problèmes ont une origine dans la surconsommation actuelle. Nous aurons donc du mal, à court et moyen terme, à trouver des solutions si nous n'acceptons pas, surtout nous les occidentaux, de lever la pédale de la consommation. Nous consommons comme des dinosaures". ◆ À propos des modèles de fermes. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Installer des "lieux de parole", des tribunes, entre tous les résidents de la ruralité. ◆ Favoriser l'exercice des choix, la mise en œuvre d'alternatives viables. ◆ "Ils ne s'intéressent pas encore à beaucoup de cultures, ce qui fait qu'ils nous laissent tranquilles pour le moment". ◆ Sortir de l'ambition de servir le marché mondial, qui met les producteurs dans une compétition dont ils ne peuvent sortir gagnants. ◆ Sensibiliser ◆ Éducation permanente ◆ "Apprendre des catastrophes qui se multiplient et qui vont encore augmenter". ◆ Reprendre la question de l'organisation des productions, du système de paiement qui incite à la surproduction. ◆ Passer d'une logique du trop à une logique du mieux. ◆ "Instaurer un revenu minimum garanti à toutes les personnes qui peuplent la terre. Cela diminuera le nombre d'hyperactifs sur terre". ◆ Montrer que des modèles différents existent. Les mettre en valeur. ◆ De nombreuses recherches à effectuer en matière agronomique. ◆ Plus que de modèles de ferme, toujours enfermant, il nous faut mettre en place et reconnaître des codes de pratiques environnementales. ◆ "Il y a un vrai problème avec l'ALENA et la mondialisation. Nous nous donnons des normes

Région Saguenay — Lac-Saint-Jean	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
	<p>sur ce qui revient à chaque acteur de la filière.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Questionner les vrais décideurs. ◆ "Oui, le consommateur doit faire sa part, mais le contrôle de la production est fait par la distribution. Ce qui fait que le consommateur n'a pas souvent le choix". ◆ Installer une notion de "producteur de famille" comme nous avons des médecins de famille.

5.6. BAS-SAINT-LAURENT



Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD

Bas-Saint-Laurent	
Date	13 avril 2002
Lieu	Université du Québec à Rimouski
Comité régional	Luce Balthazar, Kathleen Aubry , Luc Bérubé , Mylène Gagnon
Pilote régional	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent (CREBSL) 88, Saint-Germain Ouest, bureau 104 Rimouski (Québec) G5L 4B5 Tél. : (418) 721-5711 Télé. : (418)724-2216 Courriel : crebsl@globetrotter.net
Nombre de participants	101

Région Bas-Saint-Laurent.	
Nous avons parlé de ...	Pour retenir ...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ La réalité agro-environnementale dans la région, qui n'est pas aussi problématique que dans certaines régions. ◆ Les problématiques environnementales qui ne relèvent pas de la seule responsabilité des producteurs. ◆ De la même façon qu'il faut une responsabilisation des consommateurs il en faut une des producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Une région qui n'est pas en surplus. Les grandes cultures, dont le maïs grain, restent marginales. ◆ La nécessité de se donner une politique d'ensemble du développement durable permettant d'établir un nouveau contrat social entre les urbains et les ruraux. ◆ Les gouvernements doivent avoir une position plus avant-gardiste. ◆ Les ministères doivent cependant jouer leur rôle : faire appliquer les réglementations, offrir de bons services conseils et accessibles à tous. (Ce qui n'est plus le cas). ◆ Les consommateurs ont un rôle à jouer. Car ce sont eux qui exigent. ◆ Chercher comment augmenter la contribution des citoyens pour les efforts déployés en agriculture. ◆ D'accord pour inclure les coûts environnementaux dans les coûts de production. ◆ Mais aussi mettre fin à cette idée fausse que l'agriculture est une activité fortement subventionnée. ◆ Valoriser l'auto-responsabilisation des producteurs et des consommateurs. ◆ On ne croit pas à la seule autorégulation, mais on ne veut pas, non plus, une réglementation mur à mur. ◆ Mettre en place des structures de surveillance. ◆ Essentiel de valoriser le métier d'agriculteur.

Région Bas-Saint-Laurent	
Nous avons parlé de...	Pour retenir...
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Des questions de financement, de coûts de production. ◆ L'éloignement des grands centres, qui rend ces problématiques quelque peu différentes. ◆ De l'information "Une bonne information sur les enjeux et les actions des agriculteurs". 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Permettre d'expérimenter, de s'ouvrir à divers modèles... ◆ Il faut faire en sorte que des modèles différents puissent cohabiter. ◆ La diversification des productions doit être encouragée et stimulée. ◆ L'avenir des régions passe aussi par la capacité de repeupler les rangs. Et cela est impossible seulement par l'agriculture. ◆ Éviter de continuer à favoriser un seul modèle d'agriculture. ◆ Soutien aux entreprises dans l'aménagement du territoire. ◆ Oui à l'écoconditionnalité. Mais dans un contexte de nouveaux financements ; comprendre cela comme une mesure de transfert des coûts aux consommateurs. ◆ Faire appel davantage aux capacités et au pouvoir régionaux. ◆ Donner aux citoyens davantage d'informations sur les enjeux régionaux. ◆ Modifier le système des taxes ; qu'elles deviennent davantage territoriales plutôt que sectorielles. ◆ Donner la vraie, la bonne information. ◆ Promouvoir le bon coté de l'agriculture et la fierté des agriculteurs. ◆ Faire connaître les efforts des agriculteurs dans leurs démarches vers l'agroenvironnement. ◆ Il faut rétablir la confiance des agriculteurs qui ont un sentiment d'impuissance et d'incompréhension. ◆ Favoriser une information de qualité, neutre, objective, apolitique et crédible.

6. POUR UNE CONCLUSION

Comment clore un exercice tel que le Forum itinérant tout en ouvrant quelques perspectives pour une action renouvelée ? Nous vous proposons 6 pistes d'action :

- 1) Du fait de la complexité de l'industrie agricole, il n'y a pas de réponse exclusivement agricole à la crise que connaît actuellement l'agriculture. L'étroite relation des activités de production avec les secteurs de la transformation, de la distribution et de la consommation, couplée aux réalités économiques de nos sociétés, fait que les agriculteurs ne peuvent à eux seuls prendre la responsabilité du développement durable de l'agriculture.

Mais cette question de la responsabilité est toutefois une « patate chaude ». Il est plus facile de donner des responsabilités que d'en prendre. Pourtant une large part des solutions recherchées se retrouvent dans ce simple constat. S'il y a une crise du monde agricole, il y a aussi une crise générale des sociétés, de la notre en particulier, et de tous les systèmes de production modernes. Il est illusoire de penser résoudre la crise environnementales actuelle simplement par de nouvelles politiques et de nouvelles règles, alors qu'il s'agit d'un problème global et intégré, et qu'il s'agit de changer des comportements, des mentalités et des structures. Construire ensemble une agriculture durable au Québec interpelle donc l'ensemble de la société.

L'exercice du Forum confirme la nécessité d'une nouvelle relation entre le monde agricole et les Québécois et Québécoises. Il confirme aussi que les comportements de tous les citoyens vis-à-vis de leurs habitudes de production et de consommation sont en jeu.

- 2) Il n'est pas anodin que l'une des idées maîtresses qui ressortent de cet exercice s'articule autour d'un effort accentué dans le domaine de l'éducation relative à l'agriculture et au monde agroalimentaire. Éduquer et informer semblent être prioritaires à tous. Et cela à plusieurs niveaux. Au sein du monde agricole, auprès des jeunes, dans toutes les sphères de la société. Éduquer non seulement le monde agricole face à ses défis et responsabilités, mais aussi les citoyens on-agriculteurs, es jeunes, face aux enjeux de l'agriculture québécoise et aux responsabilités qui leur incombent, particulièrement dans leurs actes quotidiens de consommation.

- 3) Il est apparu fort difficile de définir ensemble l'agriculture que nous souhaitons sur nos territoires. En fait, il est apparu fort difficile de discuter de développement agricole. Particulièrement entre des gens du monde agricole et des non-agricoles, qui n'ont évidemment pas la même relation à l'agriculture et donc pas la même compréhension des enjeux propres aux activités agricoles. Et ces compréhensions et visions diverses sont légitimes.

La difficulté réside dans le fait qu'il y a trop peu d'occasions d'exprimer ces visions, de les entendre, de faire en sorte qu'à les confronter entre nous, apparaissent des points communs qui, a priori, ne semblent pas possibles. Tous reconnaissent qu'il n'existe ni lieu ni espace où de telles discussions puissent se tenir sur une base régulière. Nous avons jusqu'à présent, comme société, légué cette responsabilité aux spécialistes et aux institutions représentatives du monde agricole. Une idée unanimement exprimée lors des forums insiste sur la nécessité de se donner de telles plates-formes de discussion. Ajoutons que ce type d'échange devrait idéalement se tenir sur le terrain, à une échelle géographique la plus petite possible, pour que les citoyens participants puissent retrouver le plus possible de références communes.

- 4) Production agricole, réalité économique, pollution de l'eau et détérioration des sols, activités rurales non agricoles, aménagement de l'espace rural et gestion des boisés de ferme, etc., ont des exigences tour à tour convergentes et contradictoires. Il faut prendre conscience de l'importance d'harmoniser les politiques qui orientent la gestion de l'ensemble de ces ressources en milieu rural.
- 5) L'agriculture est diverse. Ses problèmes sont contradictoires et variables d'une région à l'autre, d'une exploitation à l'autre. Il faut inventer des interventions adaptées et apprendre à gérer la diversité là où l'État s'est trop souvent aisément habitué à appliquer les règles et principes de façon uniforme.

L'art de gérer la diversité reste encore à inventer. C'est là une large part du défi du développement durable. Les politiques agricoles doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. Les politiques uniformes doivent être remplacées par des politiques plus régionales, mieux ciblées en fonction des réalités des entreprises et des communautés régionales. Les plate-formes de réflexion et de concertation locales et régionales peuvent contribuer dans ce processus d'orientation des politiques régionales de développement.

6) Les aides financières dont le monde agricole est bénéficiaire ont un intérêt général que la société ne conteste pas. Mais cette même société questionne aujourd'hui les critères de sa distribution. Les citoyens s'inquiètent de moins en moins que l'agriculture québécoise leur fournisse leur nourriture quotidienne. À tort ou à raison, cette abondance semble à jamais acquise. Tranquillement, le rôle dévolu au monde agricole évolue. Il est aujourd'hui moins dans le « produire abondamment » que dans le « produire mieux », pour prendre plus en compte la préservation des ressources en milieu agricole, la qualité des aliments, l'entretien des paysages, le maintien d'un milieu rural sain, dynamique, agréable à y vivre.

On questionne donc la pertinence de supporter l'agriculture dite industrielle, la « grosse agriculture », qui au demeurant n'est pas facile à définir. Plusieurs semblent croire qu'il y a plus que jamais deux agricultures. L'une, intensive, essentiellement tournée vers la production de masse, prête à jouer le jeu du marché, qui se débrouille assez bien économiquement, et qu'il faut laisser se débrouiller seule. L'autre qui s'épuise tranquillement, qui se transmet difficilement, et ne semble pas viable à moyen terme dans la logique économique actuelle, et qu'il faut aider parce que c'est elle qui maintient la vitalité de la communauté, qui entretient un territoire diversifié.

Se pose alors un problème sans cesse renouvelé : faut-il deux politiques pour deux agricultures juxtaposées, ou faut-il une politique qui, par la diversité de ses outils et interventions, permette à une agriculture plus intensive de poursuivre ses progrès, et aide l'autre, plus diversifiée et multifonctionnelle à trouver un nouveau sens, un nouvel équilibre, une nouvelle dynamique ?

7. LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 Construire ensemble une agriculture durable
http://uqcn.qc.ca/agriculture/forum_itinerant/reflexion.pdf
- Annexe 2 Témoignage de Louis Caron, écrivain
- Annexe 3 Témoignage de Gérald Lavoie, agriculteur
- Annexe 4 Témoignage de Michel Gendreault, agriculteur

ANNEXE 2

TÉMOIGNAGE DE LOUIS CARON, ÉCRIVAIN

LOUIS CARON, ÉCRIVAIN
FORUM ITINÉRANT DE SAINTE-MONIQUE
LE 16 MARS 2002

J'ai placé en exergue de mon prochain roman une citation de la romancière française Simone Schwartz-Bart : « Je ne suis pas venue sur terre pour soupeser toute la tristesse du monde. À cela, je préfère rêver, encore et encore, debout au milieu de mon jardin, jusqu'à ce que la mort me prenne dans mon rêve, avec toute ma joie... »

Vous aurez compris que j'ai besoin, moi aussi, de regarder la vie par le bon bout de la lorgnette même si, à l'occasion, je publie un roman où je montre toute l'horreur et l'imbécillité du comportement humain. Sans manquer de lucidité, je crois franchement que nous sommes sur terre pour être heureux, et que la terre est notre jardin. Cependant, j'ai aussi la certitude que la terre peut très bien se passer de nous. Il m'arrive de penser, en regardant le soleil se coucher sur la rivière, aux quatre milliards d'années au cours desquelles il n'y a eu aucun être humain pour regarder le soleil se coucher sur la terre. Et je me dis : « Tant de beauté pour rien ! » Puis, je me ravise : « Le soleil n'a pas été inventé pour notre bon plaisir. Il est un rouage nécessaire au mécanisme de la prodigieuse horloge qui raccorde notre système solaire aux autres structures de la galaxie. » Dans cette perspective, un coucher de soleil sur la rivière Nicolet devient un événement !

Quand je descends la pente qui conduit de ma maison à la rivière, je me rappelle souvent que mon petit lopin de terre a été découpé dans la propriété de la famille Bellerose, qui l'a cultivé pendant une bonne partie de l'histoire nicolétaine. Il a fallu un prodigieux hasard, et un clin d'œil complice du destin, pour que je m'installe précisément sur la terre de ces gens qui portent le même nom que le personnage fictif de mon roman « Le canard de bois ». Bellerose ! Tout un programme ! Une profession de foi en la vie ! Mais revenons-en à notre coucher de soleil.

La nature m'enchant. Je suis sensible au roman que le temps rédige sur le paysage. Quand je contemple la rivière, j'ai parfois l'impression que quelqu'un, l'un de mes ancêtres, se hausse sur la pointe des pieds, dans ma poitrine, pour regarder à travers mes yeux les lieux qu'il a lui-même fréquentés et aimés, voici des dizaines et même des centaines d'années. Voilà comment je conçois la destinée humaine : une succession de regards, le souffle qu'on se passe d'une génération à l'autre comme un relais et un secret jamais résolu : j'ai souffert, certes, mais j'ai été heureux ici-bas. C'est là tout le sens, me semble-t-il, de notre passage fugitif dans le paysage : nous enchanter de la beauté de la terre. Plus encore : enchanter la terre avec notre regard.

Vous l'aurez compris, j'aime mon coin de pays et pourtant, j'ai passé ma vie à quitter Nicolet et à y revenir. J'éprouvais le besoin, selon la fulgurante formule proposée par Marguerite Yourcenar, de faire « le tour de la prison ». De voir d'autres jardins. De prendre la mesure de la terre, en d'autres lieux où la couleur de la lumière donne une dimension différente au temps. Pour savoir qui l'on est, il faut d'abord marcher jusqu'aux limites de son pré, sauter la clôture, aller au-delà du village, traverser la ville, franchir l'océan, prendre pied sur un autre humus et se voir de là-bas, dans sa microscopique vérité. Dépouillé de toutes les anecdotes. Entier dans sa vérité, comme un diamant qui brille sous la terre.

Voilà pourquoi je suis toujours revenu à Nicolet. Pour mesurer le chemin parcouru. Non seulement par moi, mais par le milieu humain dont je suis issu. Les choses changent. On s'en désole parfois, quand disparaissent des gestes, des habitudes, et même certaines certitudes. Dans les années soixante-dix, il m'est arrivé de partir pour des trois semaines, un mois, en France, sans fermer à clé la porte de ma maison. Aujourd'hui, je verrouille quand je sors dix minutes acheter un pain ou du lait à l'épicerie.

Je n'ai aucun antécédent agricole. Pas de grand-père ou de « ma tante » de la campagne. C'est pourtant, la plupart du temps, au beau milieu des champs que je me suis établi. Pendant des années, j'ai vécu dans le rang de l'Isle, à proximité de Nicolet, devant une ferme dont l'activité réjouissait mon cœur et mon esprit. Pas besoin d'horloge ou de calendrier ! Laurent Duval, ses fils et ses filles, rythmaient la vie et le paysage en remettant leurs pas dans la trace de ceux de leurs ancêtres. Puis, soudain, l'heure a changé. Le père avait vieilli. Les fils n'avaient pas le moyen de « l'acheter ». Ni, lui, de se « donner ». La terre a été vendue à un autre agriculteur du voisinage qui l'a consolidée à la sienne. Je n'étais pas encore en mesure de comprendre ce qui se passait. Je suis parti faire un autre « tour de la prison ».

Pendant cette période, cédant à l'amicale insistance de Pierre Gaudet, j'ai jeté un regard en arrière pour tenter de donner un nom au paysage que j'avais laissé derrière moi. C'est spontanément le mot « terre » qui m'est remonté dans le cœur pour définir notre coin de pays. Cette terre, je l'ai qualifiée de « nourricière » parce que je savais tout ce que je lui devais, les tableaux de Duguay, ceux de Maurice Richard aujourd'hui, les petits matins frisquets à observer les oies et les outardes sur les terres inondées de Baie-du-Febvre et les après-midis lunaires, en hiver, sur les côtes de Sainte-Monique.

« Terre nourricière » de mes émotions d'écrivain, matière première de ma littérature. Mais aussi, bien entendu, le lait, le maïs, le foin. À distance, mon coin de pays prenait des allures de paradis terrestre, et rien ne me permettait de douter que cela ne se perpétuerait pas jusqu'à la fin des temps.

J'y suis revenu en 1997. Était-ce moi qui avais changé ? Les derniers arbres qui punctuaient les champs avaient été arrachés. Pauvre Duguay ! On cultivait maintenant jusque dans les fossés. Puis, j'ai vu s'élever le château de Saint-Zéphirin. C'est là que j'ai compris. Nous venions d'entrer dans un nouveau Moyen-Âge. Avec cette différence que maintenant, les exploités se retrouvent dans les villes et les Seigneurs à la campagne !

Le phénomène n'est pas nouveau. Dans sa lente gestation, l'humanité traîne une tare pire encore que toutes les calamités météorologiques, l'exploitation de l'homme par l'homme. La quête effrénée du profit. La dévastation au nom du progrès.

Pardonnez-moi maintenant de « fesser dans le tas ». Nous ne sommes pas venus sur terre pour nous engraisser du fumier de leurs cochons. J'emploie le mot « cochon » pour désigner tout abus de la propriété collective au bénéfice de quelques profiteurs. Non, la terre n'appartient pas à ceux qui la cultivent ! Je veux bien croire que ceux qui en ont l'usage ont le droit d'en tirer des avantages, mais l'air, l'eau, le sol mêmes sont des bienfaits collectifs sur lesquels chacun de nous avons droit de regard.

Nous sommes entrés dans un nouveau Moyen-Âge où les puissants commettent les mêmes excès qui ont conduit aux dévastations historiques. Rien n'a changé. Les citoyens se réunissent pour protester. Leurs dirigeants lancent leurs chevaux contre eux. Oh ! il ne s'agit plus d'une cavalerie équestre ! On fonce maintenant dans la foule avec des conférences de presse. « Vous voulez continuer de louer tranquillement vos DVD et vos vidéos du vendredi soir ? Laissez-nous organiser le progrès économique de la société. S'il faut pour cela abattre les derniers boisés de nos fermes, ce n'est pas trop cher payé pour exporter nos « cochonneries ». Vous n'allez pas sacrifier l'avenir de vos filles et de vos fils pour quelques arbres ? »

Moi, je dis non ! La terre n'est pas une business ! Encore moins une usine ! C'est un jardin ! Par bonheur, le soleil se couche encore sur la rivière et je connais toujours de beaux moments bien tranquilles dans le sanctuaire de mon potager.

Ils ne m'auront pas ! D'abord, ils ne m'enlèveront pas ma joie ! Le bonheur se refait chaque jour en moi, en même temps que le soleil se lève. Mais, quand les nuages le cachent, je me dresse debout, au milieu de mon jardin, et je songe que la terre aura toujours le dernier mot sur ceux qui l'auront abusée. L'ennui, c'est qu'ils risquent de nous entraîner avec eux dans le naufrage. Alors, je choisis de me battre avec la seule arme dont je dispose : dire à voix haute ce que je pense.

C'est un combat vieux comme le monde, entre les obsédés d'obésité et les tenants de la simplicité volontaire. Une bataille jamais gagnée, et pas perdue non plus. Une sourde lutte pour survivre.

Ils ont l'argent qui leur confère le pouvoir. Ou un prétendu pouvoir avec l'argent des autres. Je leur dénie le droit de s'enrichir avec mon eau, mon air, ma terre !

Nous avons du cœur et les mots pour dire ce qu'ils ne veulent pas entendre. Et je ne suis pas près de me taire. Car je tiens absolument à ce que les lointains descendants de mes petits enfants puissent encore jouir du privilège de regarder le soleil se coucher sur la rivière, au terme d'une autre journée sur la terre, une terre humaine, une terre vraiment nourricière.

Louis Caron
Écrivain

ANNEXE 3

TÉMOIGNAGE DE GÉRALD LAVOIE, AGRICULTEUR

M. GÉRALD LAVOIE, AGRICULTEUR
FORUM ITINÉRANT DE RIMOUSKI,
LE 13 AVRIL 2002

Bonjour à vous tous. Je profite de l'occasion pour vous remercier et en même temps, vous féliciter de votre présence aujourd'hui pour un sujet qui nous passionne tous : l'agriculture.

Ce sujet ne laisse personne indifférent, que ce soit comme producteur ou comme consommateur. Pour commencer je vais me présenter et, en même temps, me raconter un peu.

Je suis né à Saint-Damase de Matapédia, où je demeure encore aujourd'hui car j'ai acheté la ferme de mes parents. Mais avant d'aller plus loin, j'ai quelque chose à vous demander : je vous prie de ne rien croire de ce que je dirai aujourd'hui, car ce que vous allez entendre n'est qu'une histoire où il n'y a pas de perdant, ni de gagnant : il y a juste quelque chose à vivre.

L'histoire commence par la naissance d'un enfant énormément chanceux : il arrive au monde la même journée que la date de sa fête et comble de bonheur, c'est un garçon. La maman très fière, il est beau et à l'air intelligent. Le papa fier aussi et en même temps rassuré, enfin la relève est arrivée, il est costaud, tout ce qu'il faut pour continuer le métier qu'il aime le plus au monde : l'agriculture.

Déjà arrivé à 20 ans, le petit garçon est devenu grand, prêt à faire le grand saut. Il se marie et prend la ferme de son père. Tout marche sur des roulettes, papa lui fait confiance et maman est très fière de voir son fils heureux. Ils lui laissent la maison pour qu'une autre famille vive de beaux moments sur la ferme et où toutes les émotions y passeront. Où maintenant, Gérald et Francine vivent heureux avec leurs six enfants.

Pourquoi sommes-nous ici aujourd'hui? Est-ce la peur qu'un jour l'histoire que je viens de vous raconter ne soit que du passé? Comme producteur, j'avoue avoir cherché à répondre à cette question, sans toutefois trouver une réponse valable pour l'avenir de notre agriculture. Quant on se questionne, plusieurs personnes autour de nous, profitent de l'occasion pour essayer de nous vendre leur propre solution. Moi je vous dis que nous devons faire attention à des solutions toutes prêtes, car personne ne connaît vraiment la réalité de demain. Tous ensemble, avec la réalité de chacun, nous bâtirons un solide avenir pour demain.

Avant même de penser à demain, il serait peut-être mieux de réfléchir à aujourd'hui. Je me suis posé la question en tant que producteur : « Pourquoi sommes-nous autant surveillés, autant balisés par des règlements? Pourquoi avons-nous tant de gens qui ont peur des gestes que nous posons? » Quelle réponse devons-nous donner à toutes ces contraintes?

Ma première réflexion a été de me sentir victime de tous ces règlements, de tous ces gens qui veulent nous voler la liberté de produire. J'avoue qu'avoir un sentiment d'être victime de quelque chose ou de quelqu'un, c'est très fatiguant, car on a l'impression de ne plus avoir le choix. Plus le choix de produire, plus le choix de nos décisions, plus le choix tout simplement.

Vous savez que la plupart des producteurs aiment leur métier pour le sentiment de liberté que nous vivons sur une ferme. Aujourd'hui, c'est comme si ce mot ne serait plus à la mode. Si on écoute un producteur, bien souvent le mot liberté a été remplacé par l'expression : « je n'ai pas le choix ». Je pense que bien souvent, si nous disons : « je n'ai pas le choix », c'est comme si l'on disait : « J'ai peur de tous les changements que j'aurai à faire pour continuer mon métier ». À partir de ce moment où la peur a pris toute la place, qu'est-ce qui nous reste à part une grande fatigue de la journée et un sentiment d'être victime?

Ne vous en faites pas, c'était juste ma première réflexion. Ma deuxième a été de remettre en question le système, surtout les habitudes que nous avons prises depuis les 30 dernières années. Quand je vous dis : « le système », je pourrais vous dire « mon système », car moi aussi j'en fait partie et d'un côté j'en suis fier. De l'autre, je trouve qu'à bien des égards nous avons manqué de respect pour alimenter un marché toujours grandissant.

Avons-nous été dominés par nos ambitions de grossir pour oublier un mot important? Le respect de l'air, de l'eau, de la terre, le respect de nos animaux, le respect des gens qui nous entourent et surtout le dernier et non le moindre, le respect de nous mêmes : la personne la plus importante qui soit.

En tant que producteur, le fait de me remettre en question sur ce que je faisais sur ma ferme m'a rendu plus responsable de tous les gestes que je poserai dans le futur. Se sentir responsable n'est pas non plus se sentir coupable, c'est de se responsabiliser devant les problèmes que nous rencontrons sans toutefois y rechercher un coupable. Quand on vit quelque chose de contraignant

dans notre vie, j'ai le goût de vous dire que l'on devrait commencer par accepter la situation, afin de mieux trouver la solution à notre problème.

Vous savez que présentement, nous les producteurs, on a l'impression que tous nos gestes sont surveillés, que nous sommes plus maîtres chez nous. Cela nous donne le goût de se sentir victimes de tous ces règlements. Mais si je prends la responsabilité de me remettre en question, je pourrai me demander : «Pourquoi cela m'arrive-t-il? »

J'ai le goût de vous donner un exemple. Prenons des parents qui ont eu des enfants depuis quelques années, les voisins remarquent que les enfants ne sont pas toujours bien traités et qu'ils ne sont pas respectés. Un voisin fait une plainte, des personnes viennent enlever le droit aux parents de garder leurs enfants. À partir de ce moment, les parents ont le choix : ils peuvent se sentir victimes, se lamenter tout le reste de leur vie ou bien se responsabiliser afin de régler la situation pour que les enfants puissent revenir à la maison.

Que nous arrive-t-il présentement, nous producteurs? Nous perdons beaucoup de pouvoir sur la façon de produire. Prenons le temps, afin de se remettre en question. Avons-nous abusé de nos pouvoirs en pensant que tout nous était permis? Excès d'antibiotiques, excès de purin, excès d'engrais chimique, excès d'herbicides. Quel est la vraie cause de tous ces excès, qui font en sorte de nous enlever de plus en plus notre pouvoir de décision?

Moi, je dis que nous devons reprendre notre pouvoir en se responsabilisant de tous les gestes que nous allons avoir à poser dans l'avenir. Oublier que les animaux, que la forêt et que la terre nous appartiennent. Nous sommes justes des gardiens de ce monde vivant qui demande à être respecté.

À tous les gens non-agriculteurs qui sont intéressés à nous aider à faire un virage pour une agriculture durable, je vous dis « merci! ». En même temps, je vous demande d'être confiants et patients, car ce nouveau concept est pour la plupart d'entre nous, très récent. Notre volonté d'avancer dans ces nouvelles pratiques vont à la même vitesse que nous perdons quelques mauvaises habitudes prises dans le passé.

Pour ceux qui ont l'œil accusateur à notre égard, je vous demande d'élargir la vision que vous avez sur la pollution. N'avons nous pas une agriculture à l'image de notre société, qui elle aussi cherche à se défaire de bien d'autres pollutions aussi néfastes que celle dont nous parlons aujourd'hui?

Si l'image d'un animal qui ronge sa cage vous hante, pensez juste à une personne qui travaille dans un bureau et qui ronge le bout de son crayon, en espérant que la journée va bientôt finir. Ne voyez-vous pas qu'ils ont le même sentiment.

Tout ça ne veut pas dire d'arrêter de revendiquer vos convictions devant les rivières polluées. Mais attention aux confrontations qui viendraient polluer une rivière où les émotions flotteraient dans l'hostilité et la rancœur, car celle -là est bien plus longue à se nettoyer.

Finalement, pour ceux et celles que mes propos ont dérangés, ou même ceux qui ont trouvé qu'ils étaient tout simplement déplacés, je m'en excuse et vous rappelle de ne rien croire de ce que j'ai dit aujourd'hui, car ce que vous avez entendu n'est qu'une histoire où il n'y a ni gagnant ni perdant : il y a juste quelque chose à vivre.

Merci beaucoup, je vous souhaite une très belle journée dans le respect et l'amour!!

Gérald Lavoie,
Producteur.

ANNEXE 4

TÉMOIGNAGE DE MICHEL GENDREAU, AGRICULTEUR

MICHEL GENDREULT, AGRICULTEUR
FORUM ITINÉRANT DE SAINT-ANSELME,
LE 9 MARS 2002

Nous sommes en 2041

Merci d'avoir choisi
Le bonheur est la vie

Bonjour à toi, à vous toutes et toutes
J'ai 43 ans et j'apprends beaucoup de choses
Je viens vous dire merci parce que les
mercis, c'est important

Je vis sur la terre que toi et d'autres avez
cultivée autrefois,
Sur la ferme que vous avez façonnée.
Difficilement, à coups d'espoir et de travail
Sur cette terre que d'autres avant ont
défriché pour se nourrir
Que d'autres encore depuis toujours
vénéraient comme sacrée
Même si cette terre, à votre époque était
devenue un simple actif
Vous avez su par vos décisions éclairées
La transformer pour en faire aujourd'hui
Le bonheur et la vie

Merci d'avoir été différents.
Merci d'avoir su rêver, d'avoir su oser
Merci d'avoir voulu ensemble
Mettre des mains aux idées
Merci d'avoir fait l'effort
Merci d'avoir fait confiance

Le village a grandi
Les enfants y sont revenus
Et plusieurs autres aussi
Du travail et des idées jamais vues
La campagne est en vie.
Merci d'avoir compris l'environnement et la
vie
Merci d'avoir autant investi
Vos pensées, vos efforts et vos sous
Merci d'avoir compris malgré les vents et les
ennuis
Que la terre où l'on vit
Que la terre de qui on vit
N'est pas un héritage des anciens
Mais un emprunt aux enfants

Merci d'avoir choisi de faire mieux
Et non pas simplement de faire plus

Merci d'avoir su vous parler et vous
respecter
Merci d'avoir choisi de défendre les intérêts
de l'agriculture et de ses gens
Plutôt que de défendre vos intérêts propres
ou ceux de l'argent
Vous avez ainsi permis l'expression et le
respect des différences
L'enrichissement collectif
Plutôt que l'affrontement stérile

L'UPA a grandi
L'Union paysanne aussi
L'une et l'autre enrichie
Il faut se parler
Ça vaut pas la peine de se chicaner

Merci d'avoir dépassé la peur
Merci d'avoir changé le monde!
De votre intérieur et du coup tout l'extérieur
Ce monde est le mien aujourd'hui

Merci de m'avoir permis d'aimer ce métier
Merci de m'avoir permis de m'aimer aussi
Je vis heureux
Et c'est contagieux

Merci d'avoir pensé à nous
Je saurai bien en faire autant
Pour mes enfants

Merci d'avoir choisi
Le bonheur et la vie

Michel Gendreault, agriculteur
Ferme pédagogique Marichel

REMERCIEMENTS

Franz Achhammer, Jean-François Albert, Marc Allard, Alexandre Anctil, Mylène Archambault, Alexandre Archer, Michel Arès, Heidi Asnong, André Asselin, Kathleen Aubry, Simon Audette, Monique Bacon, Claudette Bahl, Éric Baillargeon, Luce Balthazar, Yves Barette, Jacquelin Baril, Yannick Bastien, André Beauchamp, Herman Beauchemin, Yvan Beauchemin, Claude Beauclair, Nadine Beaudet, André Beaudoin, Gaston Beaudoin, Martine Beaulé, Hélène Beaulieu, Jocelyn Beaulieu, Rosaire Beaulieu, Antoine Bédard, Alexis Bégin, Michel Bégin, Renée Béland, Alain Bélanger, Germain Bélanger, Julien Bélanger, Marc Bélanger, Richar J.A. Bélanger, Luc Belzile, Denis Benjamin, Karyne Benjamin, Annie Bérard, Alain Bergeron, Charles-Eugène Bergeron, Frédéric Bergeron, Jean-Guy Bergeron, Louis Bergeron, Lyne Bergeron, Martine Bergeron, Étienne Bernard, Xavier Bernard, Larry Bernier, Jacques Berthiaume, Eddy Bertrand, Luc Bérubé, Réjean Bessette, Marie-Francine Bienvenue, Denis Bilodeau, Caroline Biron, Yvon Blackburn, Gervais Blais, Josianne Blais, Victor Blais, André Blouin, Benoît Blouin, Alex Boisdequin-Lefort, François Boisjoly, Fabien Bolduc, Sylvain Bolduc, Jean-Michel Bordron, André Bouchard, Claude Bouchard, Gérard Bouchard, Jonathan Bouchard, Marie Bouchard, Mario Boulais, H. Louis Bourdages, Michel Bourgeault, Myriam Bourgeois, Nancy Bourgeois, Bertrand Boutin, Denis Boutin, Solange Boutin, Julie Boyer, Rosaire Boyer, Marie-Joëlle Brassard, Pierre Breault, Jean-Guy Breton, Isabelle Breune, François Brien, Alain Brochu, Martin Brochu, Marc Brouillette, Françoise Bruaux, Jean-Marc Burri, Michel Carignan, Sylvie Carignan, Herman Caron, Louis Caron, Raymonde Carrier, Yves-Marie Castonguay, Christian Caya, Pierre Caza, Amélie Champagne, Caroline Champagne, Michel Champagne, Sylvie Charbonneau, Claude Charest, Éric Charest, Denis Y Charlebois, Luc Chassé, Marc Chénier, Hélène Chiasson, Josée Chicoine, Sylvie Choquette, Jacques Cimon, Lavoie Claude, Gérald Claveau, Patricia Claveau, Maryse Clément, Patrice Cloutier, Raynald Cloutier, Lise Corbeil, Richard Corbin, Jacques Corriveau, André Cossette, Guilaine Cossette, Jules Coté, Christian Côté, Claude Côté, Gilles Côté, Michel Côté, Normand Côté, Patricia Côté, Réjean Côté, Yves Côté, Hubert Coutu, Yves Coutu, Luc Couture, Richard Couture, Bruno Cyr, Marthe Daigle, Gaéтан Dallaire, Jacques Dallaire, Richard Dallaire, Noëlla Daoust, Benoît Daviau, Charles De Blois Martin, Jean-Yves De La Durantaye, Lise De Luca, Albert De Martin, Guy Debailleul, Marie-Josée Déit, Sarah Delisle, Françoise Demers, Gaéтан Demers, Jean Demers, Pierre Demers, Patrick Déry, Ginette Deshaies, Louis-J. Desjardins, Danielle Desrochers, Thomas Dewavrin, Mario Dion, Louis Dionne, Philippe Dionne, Karen Dixon, Gérald Domon, Claude Doré, Denis Doré, Laurier Doucet, Stéphane Doucet, Jocelyn Douheret, Mario Doyon, Paul Doyon, Cindy Drapeau, Michèle Drissen, Claudia Drogue, Arthur Dubé, Louise Dubuc, Bertrand Ducharme, Jean-Pierre Ducruc, René Dugas, Vianney Dumont, Luc Dumouchel, Sonia Dumoulin, Noel Dupasquel, Pierre Dupasquier, Julien Dupont, Arthur Duquette, Camil Dutil, David Duval, Bob Eichenberger, Denis Erpicum, Bernard Estevez, Pouliot Étienne, Rémi Faucher, Richard Favreau, Daniel Fecteau, Guy Fecteau, Andréanne Fère, Louis Ferland, Denis Ferrer, Stéphane Fillion, Jane Fisher Grégoire, Caroline Fleury, Richard Forgues, André Fortin, Carol Fortin, Sylvie Fortin, Claude Foucault, Jacques Fournier, Lévis Fournier, Marcella Fournier, Robert Fournier, Yvan Fréchette, Andrew Frève, Catherine Frizzle, Bertrand Gagné, Jean-Charles Gagné, Marie-Josée Gagné, Nicole Gagné, André Gagnon, Claude Gagnon, Mylène Gagnon, Myriam Gagnon, Raynald Gagnon, Roger Gagnon, Yves Gagnon, François Gareau, Julie Garneau, Yves Gatien, Pierre Gaudet, Jean Gaudreault, Maxime Gauthier, Raynald Gauthier, Yves Gauthier, Michel Gendrault, Martin Gendreau, Denise Gendron, Pierre Gervais, Jean-Marie Giguère, Pierre Giguère, Pierre Gilbert, Benoît Gingras, Martin Gingras, Jean-Guy Girard, Daniel Gosselin, Jean Gosselin, Marie-Pier Gosselin, Réjean Goudreault, Jocelyne Goyette, Pierre Goyette, Diane Grand Maison, Claude Grégoire, Clément Grégoire, Constantin Grégoire, Lyse Grenier, Pierre Grenon, Pierre Grissé, Mario Grondin, François Guay, Gilles Guay, Guylaine Guérin, Jean-Paul Guérin, Gilles Guimond, Ghislaine Guindon, Suzanne Hamel-Fortin, Christian Hart, Mario Harton, Benoit Harvey, Richard Harvey, Raymond Hénault, Danielle Henri-Allard, Pierre Hogue, Marie-Christine Hudon, Stewart Humphrey, Gilles J. Gauthier, Louis Jacques, Pierre Janick, Bruno Jean, Louis Jean, Sylviane Jinchereau, Roger Joannette, Pierre Jobin, Pierre Joyal, Denis Julien, Mélodie Juteau, Osanne Juteau, Ghislain Jutras, Olivier Kotchi, Denis La France, Pierre Labonté, Denis Lacasse, Réjean Lacasse, Jean-Claude Lachance, Maryse Lafleur, Pauline Lafrance, Claudine Lajeunesse, François Lajoie, François Laliberté, Jean-Marie Laliberté, Jean Lambert, Michel Lambert,

Gisèle Lamoureux, Pierre Lampron, Yvon Lamy, Charles-Edmond Landry, André Langevin, Tony Langevin, Donald Lanteigne, Hugues Lantin, André Lapierre, Martin Lapierre, Réal Lapierre, Jean-Paul Laplante, Johanne Laplante, Maxime Laplante, Émilien Lapointe, Gérard Lapointe, Nicole Lapointe, Sylvain Lapointe, Benoît Laprise, Marilou Laprise, France Larivière, Laurent Larouche, Martine Laurent, Serge Laurin, André Lavallée, Bertrand Lavoie, Claude Lavoie, Éric Lavoie, Gérald Lavoie, Paul Lavoie, Hector Lebel, Johanne Lebeuf, Guy Leblanc, Martin Leblanc, Pierre-Aimé Leblond, Jacques Lebus, Pierre Leduc, Claude Lefebvre, Éric Léger, Jean-Noël Lehouillier, Gilles Lemieux, André Lemire, Andrée Lemire, Marie-Andrée Lemire, Claude Lepage, Diane Lequin, Guy Lessard, Jocelyn Letendre, Gino Lévesque, Guy Lévesque, Victorien Lévesque, Claire L'Heureux, Jules-André Loiselle, Jeanne Lupien Veilleux, Hubert Lycke, Jacques Mailhot, Raymond Malenfant, Camil Maltais, Michel Marchand, Réal Marcoux, Simon Marmen, Sylvain Martel, Gilles Martin, Guylaine Martin, Jean-Yves Martin, Samuel Martin, Yvan Martin, Yveline Martin, Isabelle Martineau, Hélène Massid, Ghislain Masson, Gilbert Mathieu, Stéphanie Mathieu, Claude Mc Clure, Gabrielle Ménard, Jean-François Ménard, Roger Ménard, François Mercier, Carole Meunier, Hugues Michaud, Claude Migneault, Carole Moisan, Réjean Monette, Rénéald Mongrain, Katerine Montcalm, Sara Moore, Claude Moquin, Gilles Morin, Jean-Denis Morin, Mario Morin, Johanne Morissette, Camille Morneau, Judith Munger, Judith Munger, Émilien Nadeau, Jean-Roger Nadeau, Raymond Nadeau, Carmen Naud, Yvon Nault, Marie-Hélène Noël, Albertine Ouellet, Diane Ouellet Gilbert, Robert Ouellette, Jean-Paul Overtin, Marcel Papin, Denis Paquet, Jean-Marc Paquet, Jacques Paquin, Laurent Paré, Stéphane Paré, Diane Parent, Christiane Parent, François Parent, Jean-Claude Parenteau, Marilyn Partridge, Claude Pasche, Daniel Pelchat, Benoit Pelletier, Claude Pelletier, Guido Pelletier, Julie Pelletier, Gaston Pépin, Éric Perreault, Gilles Perreault, Isabelle Perreault, Liette Perreault, Louis Perreault, Lucille Perreault, René Perreault, Stéphane Perreault, François Perron, Yvon Pesant, Paul Petit, Vincent Phillion, Ann-Marie Picard, Pierre Pinard, Lucy Pineda, Guy Plante, Karine Plante, Marie-Louis Plourde, Jean-Claude Poissant, Audrey Potvin, Daniel Potvin, Luc Potvin, Mishell Potvin, Daniel Poulin, Martin Poulin, Roch Poulin, Étienne Pouliot, Guimont Pouliot, Louise Pouliot, Raphaël Pouliot, Rémy Pouliot, Sophie Pouliot, Yvon Pouliot, Gilbert Prichonnet, Charles Proulx, Gilles Proulx, Henri-Paul Proulx, Mario Proulx, Hector Provencal, Renald Provencal, Bernard Racine, Daniel Racine, Réjean Racine, Alejandro Rada, Huguette Ranger, Jean Reginster, Jacques Régnier, Phillipe Rémy, Martine Rhéaume, Michel Ricard, Alice Richard, George Richard, Germain Richard, Maurice Richard, Aurélie Rio, Pierre Riopel, Jean-François Robert, Julie Robert, Louis Robert, Renée Robert, Guy Rondeau, Roger Rouillard, Raymond Rouleau, Bertrand Rousseau, Clément Roy, Clermont Roy, Gilles Roy, Julie Roy, Louis Roy, Réjean Roy, Simon Roy, Jacques Ruelland, Pierre Ruest, Roger Ruest, Julie Ruiz, Clément Sansfaçon, Albert Santerre, Christian Sasseville, Michel Saucier, Michel Savard, Robert Savoie, Josée Séguin, Marc-Christian Sepul, Joseph Sépul, Marc-Christian Sépul, Audrey Simard, Sylvio Simard, Louis Siouville, Lise Soucy, Michelle Soucy, Adéodat St-Pierre, Alain St-Pierre, André St-Pierre, Marie Surprenant, Ghislain Sylvain, Tania Szymanski, Brigitte Tanguay, Gervais Tanguay, Véronik Tanguay, Honorato Teissier, Berthe Tessier, Étienne Tessier, Michel Tessier, Michel Tessier, Marc Tétreault, André Théberge, Victor Théberge, Rachel Thériault, Yves Thériault, Lyne Thérroux, Karine Therrien, Michel Therrien, Lucie Thibaudeau, Jacques Thibault, Pierre Thibodeau, Valérie Thomas, François Tousignant, Bergerette Tremblay, Denis Tremblay, Elie-Marie Tremblay, Gynnie Tremblay, J.A. Tremblay, Marcel Tremblay, Pierre Tremblay, Serge Tremblay, Claude Trépanier, Pierre Trottier, Louis Trudeau, Martine Trudel, Martin Turcot, Dieudonné Turcotte, Marc A Turcotte, Mario Turenne, Jean-Yves Turmel, Luc Turmel, Gilles Urbain, Alexis Usabuwera, Élisabeth Vachon, Marc Vachon, Marc Vallière, Raoul Vallières, Martin Veilleux, Michel Veilleux, Luc Vézina, Louis Vigneault, Maurice Vigneault, André Villeneuve, Frédéric Villeneuve, Jean-Guy Vincent, Jean-Marc Vincent, Nil Voyer, René Walaszczyk, Gilles Watier, Anne Weill, André Young.

MERCI À TOUS !

MOT DE LA FIN

Nous vous invitons à nous communiquer vos remarques et commentaires

S'adresser à : Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)

Commission agriculture
1085, ave. De Salaberry, bureau 300
Québec (Québec)
G1R 2V7

Tél.: (418) 648-2104

Télec.: (418) 648-0991

Courriel : programme@uqcn.qc.ca

Site Internet: <http://uqcn.qc.ca>

Fondée en 1981, l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) est un organisme national sans but lucratif dont la mission fondamentale est de faire progresser le Québec vers les trois objectifs suivants :

- maintenir les processus écologiques essentiels à la vie
- préserver la diversité biologique
- favoriser l'utilisation durable des espèces, des écosystèmes et des ressources



NOS PARTENAIRES

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Ce projet a été rendu possible grâce à la contribution du Fonds d'action québécois pour le développement durable et de son partenaire financier le gouvernement du Québec. Nous tenons également à souligner la généreuse contribution du ministère de l'Environnement du Québec ainsi que de la Fondation de la faune du Québec.



FONDS D'ACTION
QUÉBÉCOIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

Partenaire financier

Québec 

**Environnement
Québec** 



**FONDATION DE LA FAUNE
DU QUÉBEC**


NOS PARTENAIRES COLLABORATEURS



Équiterre




STRATÉGIES SAINT-LAURENT

 Union
des municipalités
du Québec

UPA *L'Union des
producteurs
agricoles*


UNION PAYSANNE

Un remerciement tout spécial au RÉSEAU du CDA, à la Région laboratoire du développement durable (RLDD), aux Conseils régionaux en environnement (CRE) et aux Clubs agroenvironnementaux participants des régions visitées pour leur contribution à l'organisation régionale du Forum itinérant.